

Interview le 2 juillet 2010 de Michel FOURGEAUD, Secrétaire Général du SYMETAL CFDT Sud Francilien, chargé du dossier d'ALTIS
A paraître dans *Actions Métaux*

DP : Michel FOURGEAUD, vous êtes en charge du dossier d'ALTIS pour la CFDT. Pouvez-vous nous en dire plus sur l'annonce faite d'un projet de reprise ?

MF : L'annonce faite vendredi en CE d'une promesse d'achat par Yazid SABEG n'est pas spécialement une surprise puisque, après le rebondissement du départ de Germain DJOUHRI, il a repris le dossier. Nous l'avons rencontré en avril. La présentation faite au CE n'a guère évolué, du moins celle présentée officiellement aux élus, un projet de 120 millions d'euros, mais pour l'instant 70 millions sont identifiés, il reste 50 millions en attente.

DP : C'est pour cela que la CFDT dit, à travers son communiqué, que le dossier est loin d'être finalisé ?

MF : Tout à fait ! Depuis le début, nous restons très prudents sur le dossier. Après deux échecs successifs de reprise, nous le savons bien, c'est le dossier de la dernière chance. Mais contrairement à d'autres organisations syndicales, nous ne voulons pas donner de faux espoirs aux salariés ; ceux qui le font frôlent l'inconscience, et pour la CFDT nous restons sur notre ligne de conduite : croire seulement ce que l'on voit sous forme de document expertisé et non pas ce que l'on entend.

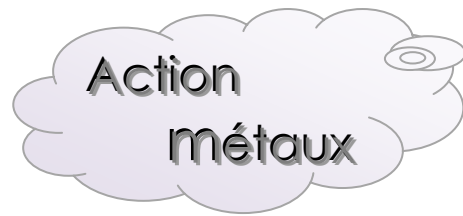
DP : Quand avez-vous eu le sentiment que l'avenir d'ALTIS allait devenir délicat ?

MF : Je travaille dessus depuis plus de 7 ans. Délégué syndical, élu et responsable syndical au CE pendant plus de cinq ans, je suis de ceux qui ont considéré que depuis 2005 l'entreprise était en danger. Je ne vais pas faire de l'autosatisfaction, mais la CFDT a été la première organisation syndicale à se rendre compte que la tournure des choses allait devenir difficile. Avec mon ami Frédéric BRUNIER, Secrétaire du CE depuis plus de 5 ans, nous partageons déjà cette analyse. Nous avons même diffusé un tract "la fin d'ALTIS" mi-2005 au grand dame de la Direction de l'époque. Mais nous savions déjà à l'époque que IBM allait se désengager, suivi de près par INFINEON. Le scénario catastrophe que nous avons envisagé est arrivé en 2006.

DP : Mais pour vous Michel FOURGEAUD, pourquoi le dossier ALTIS est-il aussi complexe ?

MF : Très bonne question. C'est un dossier cauchemardesque, un "Dallas" à la française. Syndicalement, nous avons eu des moments de désespérance, mais au final on continue. C'est l'avenir de 1 500 familles qui est en jeu, plus les emplois induits.

Je crois en premier lieu que le dossier a été dès le début le problème des actionnaires IBM et INFINEON, avec les fameux Russes, puis est entré en jeu Serge DASSAULT, à l'époque sénateur-maire. Nous l'avons souvent rencontré, évidemment inquiet de la fermeture d'ALTIS et de la disparition de sa taxe professionnelle ; jusque-là, rien d'anormal. Tout se gâte quand le projet des Russes capote. Là, le politique prend la main et on part dans un grand n'importe quoi. Les élections de Corbeil-Essonnes sont annulées et serge Dassault annonce en février 2009 qu'il a un repreneur, mais que celui-ci ne viendra que si son camp politique gagne les élections.



En juin 2009, la grève de huit jours met en évidence l'incompréhension des salariés sur cette prise d'otages par la politique. La CFDT le dénoncera à travers un tract diffusé à la foire de Corbeil au mois de septembre.

Germain DJOUHRI est annoncé comme futur repreneur après la victoire de Jean-Pierre BECHTER, poulain de Serge DASSAULT puisque ce dernier est inéligible, aux nouvelles élections. L'annonce est faite de la reprise d'ALTIS courant novembre 2009, et décembre 2009 un engagement avec photo à l'appui à l'hôtel particulier du Rond Point des Champs Elysées chez Serge DASSAULT avec les dirigeants d'IBM et INFINEON, Jean-Pierre BECHTER et le Directeur d'Altis, Jean-Paul BESSON.

Vous comprenez pourquoi à la CFDT nous restons très prudents à chaque annonce d'un projet de reprise. Les photos du "gratta politico" économique ne font pas toujours les reprises !

Au même mois de décembre, la communication des uns et des autres est "ALTIS SAUVÉ" par l'arrivée des 70 millions de Monsieur DJOUHRI. Aucune apparition de ce Monsieur. Trois petits tours et puis s'en va !

A ce moment les choses se compliquent encore, et nous n'apprenons l'abandon du projet que par des sources officieuses. Il faudra attendre le CE de février 2010 pour en avoir confirmation officielle. Entre temps, lors des vœux du Maire de Corbeil-Essonnes le 30 janvier 2010, Serge DASSAULT comme à son habitude fait une annonce fracassante disant qu'il met une grosse somme d'argent pour sauver ALTIS.

La seule chose où nous étions d'accord avec lui était que INFINEON voulait annoncer son départ le 1er février. C'était évidemment la fermeture du site.

Voilà donc la mise en selle de Yazid SABEG pour coordonner un nouveau projet, celui de la "dernière chance". L'annonce au CE de juin est la dernière étape, du moins à ce jour.

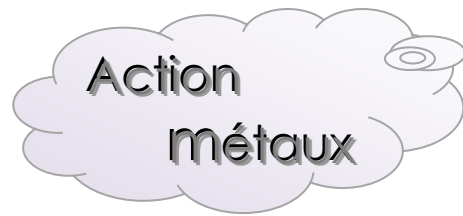
Une intuition quand-même, c'est que le rapport de force entre les actionnaires, le repreneur et le politique a changé de camp : les premiers ont repris le contrôle, et c'est sans doute pour cela que le CE exceptionnel s'est tenu dans la précipitation. IBM et INFINEON ont mis en demeure Monsieur SABEG de signer une promesse d'achat annoncée le 25 juin lors du Comité d'Entreprise. Nous sommes à un tournant : soit Yazid SABEG a toutes les cartes en main pour le rachat d'Altis et donc sera signé un compromis de vente, soit il annonce un jet de l'éponge fin juillet avec les conséquences qui vont avec sur l'avenir du site. Au final, les actionnaires d'IBM et INFINEON testent les capacités de l'Etat à prendre position sur le dossier et à ouvrir les robinets des aides publiques, malgré la visite du ministre, Monsieur ESTROSI, qui n'a pas crié fort que l'Etat donnerait des millions.

DP : Vous avez rencontré beaucoup de personnalités et d'institutions

MF : Oui, je crois que c'est un des dossiers où nous avons vu le plus de monde : ministères politiques, actionnaires, maire, sénateur, députés, Président du Conseil Général. Nous sommes allés rencontrer Yazid SABEG et avons même été reçus à l'Elysée fin juin, tout cela avec la Fédération CFDT de la Métallurgie, l'équipe d'ALTIS, et surtout nous avons été aidés par François CHEREQUE qui est intervenu en personne au plus haut sommet de l'Etat. Quand l'organisation CFDT est en marche au niveau l'ensemble des structures, le travail abattu est considérable. De plus sa visite sur le site d'ALTIS début 2009 lui a permis de prendre toute la mesure de l'importance d'une sauvegarde du site. C'est quand-même le seul Secrétaire Général d'une confédération qui soit venu sur le site d'Altis.

DP : Dites donc, quelle péripétie ce dossier !

MF : Oui. Syndicalement nous sommes habitués à travailler avec les Directions sur ce type de dossier, avec la rationalité économique des situations, mais là nous avons été, depuis l'abandon du projet



Russe, dans de l'irrationnel et nous le sommes toujours. Malheureusement, voir encore une conférence de presse dans les locaux d'ALTIS où c'est le Maire de Corbeil, Jean-Pierre BECHTER, qui prend la parole en premier avant Yazid SABEG, futur repreneur, en dit long sur les convergences des uns et des autres. Cinq jours plus tard, un éditorial du Maire de CORBEIL-ESSONNES nous apprend que la promesse d'achat a encore eu lieu dans les bureaux de Serge DASSAULT, au Rond Point des Champs Elysées... tiens comme la dernière fois ! Au moins ces gens-là, on ne peut pas leur enlever qu'ils ont une certaine constance. Espérons que le résultat cette fois soit concluant ; avec les louanges quasi rituelles du Maire à Serge DASSAULT ! Mais s'il ne l'avait pas fait, cela nous aurait évidemment surpris.

DP : Et comment travaillez-vous avec l'équipe CFDT d'ALTIS ?

MF : La CFDT fait plus de 50% aux dernières élections. Donc nous avons une énorme responsabilité et tout le poids repose le plus souvent sur nous. Le travail avec Frédéric BRUNIER et l'équipe CFDT est énorme. Comme je le disais précédemment, le dossier est tellement pesant et surtout dur pour le Secrétaire du CE. Je l'aide le plus possible. Nous avons travaillé ensemble depuis plus de sept ans et nous travaillons comme un binôme qui se comprend souvent sans se parler, rien que du regard, et nos analyses sont toujours convergentes. Alors ça aide obligatoirement. C'est un camarade qui possède une grande capacité de travail et une grande moralité syndicale avec parfois, je le reconnais, un franc parler qu'il use seulement contre les imbéciles (et dieu sait s'il en a rencontré). Nous étions je pense déjà un bon binôme quand je siégeais au CE, ce qui aide au niveau rapidité de compréhension.

DP : Est-ce que l'analyse du projet de reprise est partagée par vos confrères syndicaux ?

MF : Disons que les relations sont toujours tendues, mais ça c'est la vie, surtout quand vous avez fait 53% des voix aux élections. Certains jouent le jeu, d'autres moins, d'autres encore pas du tout. De plus, certains sont sous-représentés dans Altis mais ont une activité débordante dans la presse. Quand les patrons de la CGT 91 disent que pour la CFDT l'urgence n'était pas le maintien du site et de l'emploi mais le montant des indemnités de départ, le représentant CGT local défendait cette solution alors que la CFDT était dans l'esprit de sauver les emplois mais aussi de laisser le choix de partir avec des indemnités correctes. Les huit jours de grève de juin 2009, l'ensemble des organisations syndicales étaient sur cette base-là, même la CGT Altis, quant au secrétaire de l'UD CGT qui n'ose citer la CFDT mais qui nous reproche d'être "dubitatifs" après tant de projets politiques sur Corbeil, je tiens à rappeler à mes camarades de la CGT que nous aurions bien voulu les avoir dès 2005 quand nous avons tiré la sonnette d'alarme.

La CFDT ne rentrera pas dans la concurrence entre la CGT d'un côté et Serge DASSAULT de l'autre pour savoir à qui appartient le projet de reprise. Ce projet de reprise appartient surtout aux salariés qui partiront dans l'aventure, si aventure il y a.

Notre prudence reprochée par nos camarades de la CGT est à mon avis du bon sens. La CFDT ne servira jamais la soupe ni aux uns ni aux autres. Nous pensons au contraire que conserver l'esprit critique sert le mouvement syndical et les salariés d'ALTIS. Quant à attendre l'analyse des experts indépendants, cela conforte la démocratie et les prérogatives des élus CE. La politique syndicale se fait avant tout avec les élus du CE, ce sont les seuls qui sont dépositaires du vote des salariés.

Merci à vous Michel FOURGEAUD